



---

**BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 120 / 24 AOUT 88**

---

**DE LA SOUPLESSE, MAIS DANS LES LIMITES DE LA LOI. UNE ENTREVUE AVEC BAYARDO ARCE**  
Le commandant de la révolution Bayardo Arce évoque les aspects importants de la conjoncture.

**D. ORTEGA EN EQUATEUR: L'EMERGENCE D'UN NOUVEAU SENTIMENT LATINO-AMERICAIN**  
Les choses bougent en Amérique latine. C'est ce qu'on a pu vérifier lors des cérémonies organisées pour la prise de pouvoir de Rodrigo Borja, nouveau président équatorien.

**L'APPROVISIONNEMENT EN PETROLE GARANTI POUR CETTE ANNEE**  
Différents facteurs ont provoqué une hausse de la consommation, mais le Nicaragua est parvenu à augmenter le chiffre de ses importations de brut.

**GERER LA CRISE, MAIS PARIER SUR L'AVENIR. UNE ENTREVUE AVEC LUIS CARRION**  
Les dernières mesures économiques prises par le gouvernement en février et juin ont soulevé des critiques. Luis Carrion, ministre de l'économie, de l'industrie et du commerce, s'explique.

**CARAVANE DES VETERANS POUR LA PAIX: LES BIBERONS QUI MENACENT LA SECURITE DES ETATS-UNIS.**  
L'odyssée est terminée: les vétérans pour la paix ont réussi à franchir la frontière des Etats-Unis et sont arrivés à Managua avec 300 tonnes d'aide humanitaire, "a pesar de usted" comme dit la chanson de Enrique Mejia Godoy.

**LES CREATURES DU BON DIEU**  
Sous bien des aspects Managua n'est certes pas une capitale comme les autres. Mais la faune urbaine que nous décrit Raquel Fernandez fait frémir...l'automobiliste pressé et ravit le touriste.

**EN BREF :**

- LA CONTRA ATTAQUE UN BATEAU DE TRANSPORT CIVIL SUR LE RIO ESCONDIDO
- LES CONTRADICTIONS DE LA CONTRA S'AGGRAVENT
- BENDANA N'AVAIT PAS BESOIN DE DEMANDER L'ASILE POLITIQUE
- JULIUS NYERERE EN VISITE OFFICIELLE AU NICARAGUA
- TROISIEME RENCONTRE D'AMARC A MANAGUA
- DEUXIEME CONGRES DES DEPUTES INDIGENES A MANAGUA
- REOUVERTURE DE RADIO CATOLICA

---

60P 11481

## DE LA SOUPLESSE, MAIS DANS LES LIMITES DE LA LOI. UNE ENTREVUE AVEC BAYARDO ARCE

par Maria Alicia Talavera (entrevue parue dans "Barricada" du 16 août 1988).

**Managua, (ANN). Le commandant de la Révolution Bayardo Arce, membre de la Commission exécutive du FSLN, a évoqué dans une entrevue accordée à "Barricada" les aspects les plus importants de la conjoncture. Il analyse le nouvel appui du Sénat étatsunien à la Contra, l'attitude de celle-ci qui ne veut pas continuer les négociations, la souplesse du gouvernement et ses limites.**

*M.A.T.: Commandant, avez-vous un commentaire sur le vote récent d'une nouvelle aide aux forces contre-révolutionnaires par le Sénat étatsunien?*

B.A.: Nous avons déjà dit, à travers plusieurs représentants, que nous sommes contre cette approbation. Il nous semble que c'est une erreur de la part du Sénat et des démocrates eux-mêmes, parce que la preuve a été faite que le projet contre-révolutionnaire est le projet de la garde somoziste. Il est clair aujourd'hui que celui qui en est le chef, celui qui le dirige, c'est Enrique Bermudez, qui a saboté les efforts de paix, le dialogue, qui a rompu le cessez-le-feu que le gouvernement avait décrété unilatéralement.

Et bien, le Sénat vient d'accorder une aide humanitaire à la Contra, une aide non létale. En vérité, quiconque connaît un minimum de choses sur la guerre sait qu'à certains moments, il peut être plus utile et plus indispensable d'avoir des bottes qu'un fusil. C'est pourquoi il ne s'agit pas d'aide humanitaire. Nous n'acceptons pas ce terme utilisé par le Congrès, parce que, je le répète, nous, le FSLN, nous avons été guerilleros, nous avons dû combattre la dictature et nous défendre, et nous savons bien que sur le plan militaire, les aliments, les médicaments, les bottes sont plus utiles que les armes et les fusils. En plus, les contre-révolutionnaires ont suffisamment d'armes et même manquent de gens pour s'en servir. A preuve la quantité de caisses que nous leur avons prises ces derniers temps.

Si bien que le problème de la Contra n'est pas un problème militaire, c'est une question d'appui. Le plus important, c'est l'aspect politique, les engagements que le Sénat continue à tenir vis-à-vis d'une politique terroriste.

*M.A.T.: Le gouvernement a proposé une nouvelle fois à la Contra de recommencer à négocier. A-t-elle répondu à cette offre?*

B.A.: Nous n'avons reçu aucune réponse officielle. J'ai lu dans le journal porte-parole de la contre-révolution (La Prensa), quelle rejette nos offres répétées de continuer les discussions qui avaient progressé, 20 des 30 points avaient été approuvés. Nous pensons que, puisque nous

étions parvenus à avancer, il est juste de continuer, pour le bien de notre peuple. Il faut reconnaître que le gouvernement et en particulier la commission chargée de négocier doivent faire preuve d'une grande patience pour s'asseoir en face de ces assassins, pour essayer de mettre de côté le fait que ce sont des criminels et pour les intégrer à la vie politique de notre pays.

*M.A.T.: Le président Ortega a dit la semaine dernière que la souplesse avait atteint ses limites. Qu'est-ce que cela signifie?*

B.A.: On le dit depuis longtemps, mais en plus les conditions ont changé. C'est-à-dire que paradoxalement, c'est de notre dureté apparente que vient notre souplesse. En quoi consiste notre dureté apparente? L'état d'urgence que connaissait le Nicaragua en tant qu'état légitime, parce qu'il y a vraiment urgence, et, juridiquement, l'état d'urgence permettait au gouvernement de limiter certaines libertés politiques et certaines libertés publiques pour empêcher le développement d'activités contre-révolutionnaires sous le couvert d'activités politiques. Mais cet état d'urgence lui permettait aussi d'être flexible. On a demandé la disparition de l'état d'urgence et il a disparu. Ainsi nous ne sommes plus en état d'urgence mais l'exécutif n'a plus de marge de souplesse.

Par exemple, certains (je crois que c'est le président Arias) ont demandé la libération des prisonniers (arrêtés lors des incidents de Nandaime), mais l'exécutif ne peut les faire libérer, parce qu'ils relèvent du pouvoir judiciaire. Ce serait faire preuve d'arbitraire si le président de la République ordonnait qu'on relâche des gens qui ont été jugés par le pouvoir judiciaire, qui est autonome, indépendant. S'il y avait état d'urgence, peut-être le pouvoir exécutif aurait pris cette décision, en tout cas il en aurait eu légalement la possibilité. On a donc atteint les limites de la flexibilité parce que le régime juridique du pays est pleinement en vigueur, c'est-à-dire que la séparation des pouvoirs fonctionne pleinement. On ne peut demander non plus que le gouvernement assouplisse la loi électorale car il n'a pas faculté pour intervenir dans un domaine qui relève du pouvoir législatif, qui est celui qui doit définir la loi électorale.

Cela signifie que nous avons atteint les limites de notre flexibilité. Le cadre légal va être totalement respecté parce que le président ou l'exécutif n'ont pas pouvoir sur tout.

*M.A.T.: Si M. Dukakis est élu, pensez-vous que les chances de rétablir le dialogue avec les Etats-Unis vont augmenter?*

B.A.: Le candidat Dukakis a annoncé qu'il était partisan d'une politique de dialogue, qu'il pense donc inaugurer une nouvelle étape de dialogue avec l'Amérique latine. Notre gouvernement n'est pas le seul à avoir reçu avec satisfaction ces déclarations parce qu'elles nous donnent

un peu d'espoir. Ces dernières années, il n'y a pas eu dialogue entre l'Amérique latine et les Etats-Unis: au contraire, les Etats-Unis nous ont imposé leurs décisions et celui qui n'a pas voulu les accepter a été puni. Nous, nous avons été punis par une guerre de huit ans et un blocus économique. Maintenant, c'est au tour des panaméens, par une campagne de délation et également un blocus économique.

En leur temps, les brésiliens ont été punis par la fermeture des marchés et des sanctions économiques parce qu'ils voulaient développer leur industrie informatique. Les uruguayens aussi ont été châtiés par la fermeture des marchés où ils écoulaient leur production de textiles et de chaussures. Quant au Mexique, les Etats-Unis ont voulu le punir en accusant le gouvernement d'être mêlé au trafic de drogue. En bref, ils ont puni ceux qu'ils voulaient. Ils n'ont dialogué avec aucun de nos gouvernements, indépendamment du fait qu'à tout bout de champ ils envoient un type qui rend visite aux présidents. Mais cela ne signifie pas qu'il y ait dialogue, car deux personnes peuvent se rencontrer aussi pour s'entretuer ou se menacer.

*M.A.T.: Pour revenir à la situation interne, comment analysez-vous les dernières divisions du Parti unionniste centraméricain (PUCA) et du Parti libéral indépendant (PLI) ?*

B.A.: Comme nous l'avons déjà dit, ici les partis n'ont aucune maturité politique. En fait, il n'y a pas tant de classes et de secteurs sociaux au Nicaragua pour justifier l'existence d'un si grand nombre de formations politiques. Je ne veux pas dire que nous ne devrions avoir que deux partis, celui des pauvres et celui des riches, mais cette atomisation extrême prouve qu'ici les partis ne se créent pas en réponse aux préoccupations des différents secteurs sociaux.

Selon mes calculs, mais il faudrait que je les remette à jour maintenant, nous devons avoir 22 ou 23 partis d'opposition. Et ils vont sans doute continuer à se subdiviser tout simplement parce qu'ils n'ont pas de programme. Je ne connais aucune formation qui ait un programme. J'aimerais bien connaître ce que propose chacun à la nation nicaraguayenne pour sortir de la crise économique, des problèmes sociaux. La seule chose que je sais, c'est qu'il y a un tas de gens qui passent leur temps à dire que ce que nous faisons n'est pas bien, que la révolution ne sert à rien etc... Mais aucune guerre ne s'est jamais gagnée en restant sur la défensive. En politique, le pouvoir ne s'est jamais conquis en se contentant de critiquer, mais au contraire, il se gagne en offrant aux gens d'autres perspectives. C'est justement ce qui manque aux partis de ce pays.

#### D. ORTEGA EN EQUATEUR: L'EMERGENCE D'UN

#### NOUVEAU SENTIMENT LATINO-AMERICAIN

par Arqueles Morales, envoyé spécial.

**Managua, (ANN).** La prise de pouvoir, le 10 août dernier, du nouveau président équatorien Rodrigo Borja, a été l'occasion d'une rencontre de chefs d'Etat latino-américains, en fait d'un mini-sommet sous la forme de réunions bilatérales qui ont manifesté une réalité nouvelle et importante pour le sous-continent: l'émergence d'un latino-américanisme qui n'exclut pas Cuba socialiste et revendique pour le Nicaragua sandiniste le droit d'être reconnu comme une réalité indiscutable.

La présence du président Ortega à Quito a provoqué plusieurs grandes manifestations populaires qui ont montré que, bien que le président équatorien sortant, León Febres Cordero, ait rompu unilatéralement les relations avec le Nicaragua il y a trois ans, les liens entre les deux peuples n'ont jamais été coupés. Ce n'est donc pas un hasard si le deuxième décret signé de la main du nouveau chef de l'Etat ait été celui qui rétablit les relations diplomatiques entre les deux pays.

Avant la prise de pouvoir de R. Borja, le secrétaire d'Etat George Shultz a fait une tournée dans plusieurs pays d'Amérique latine dans le but d'essayer d'empêcher la venue de D. Ortega à Quito. Les pressions se sont faites au grand jour et elles n'étaient pas seulement d'ordre diplomatique, mais aussi économique. Cependant les temps ont changé en Amérique latine.

C'est ainsi qu'on a pu noter la présence de plusieurs chefs d'Etat latino-américains aux côtés de Fidel Castro lors de la réception offerte au président Ortega par le peintre équatorien Osvaldo Guayasamin. On y a vu également des représentants de partis politiques équatoriens et latino-américains de gauche et du centre, signe que le rôle de gendarme que le gouvernement des Etats-Unis s'arroge sur le continent appartient au passé et qu'il est possible désormais d'établir un dialogue entre latino-américains sur les problèmes communs.

Dans une conférence de presse à laquelle assistaient quelque deux cents journalistes de la presse équatorienne et étrangère, D. Ortega a adressé un message aux latino-américains: "Nous sommes venus pour une mission de paix, pour démontrer que nous luttons pour un règlement politique, négocié et diplomatique des problèmes et que la prolongation de la guerre au Nicaragua, ou son extension aux autres pays centraméricains ne peut être imputée qu'à la seule volonté de guerre de l'Administration étatsunienne."

Le président nicaraguayen a insisté sur la nécessité de maintenir les efforts de paix du groupe de Contadora ainsi que les accords d'Esquipulas signés il y a un an par les cinq présidents de l'isthme. Seuls le maintien en vie de ces accords et la relance du travail de Contadora peu-

de ces accords et la relance du travail de Contadora peuvent éviter que l'ingérence et l'acharnement belliqueux du gouvernement des Etats-Unis ne provoquent une catastrophe en Amérique centrale. D. Ortega a en outre invité les pays du continent à envoyer des délégués dans la région pour qu'ils puissent vérifier quels gouvernements ont appliqué les accords d'Esquipulas "qui prévoient principalement la réconciliation nationale, l'ouverture démocratique, la liberté de la presse et la liberté d'organisation politique" et quels gouvernements ne les ont pas respectés. Le chef de l'Etat a conclu: nous ne craignons pas d'affirmer devant tous les latino-américains que nous avons fait preuve de responsabilité, que nous avons respecté nos engagements avec sérieux et que quiconque peut le vérifier dans un Nicaragua régi par les règles du pluralisme, de l'économie mixte et du non-alignement.

#### L'APPROVISIONNEMENT EN PETROLE GARANTI POUR CETTE ANNEE

par Ricardo Pino Robles

**Managua, août (ANN).** Pour la première fois depuis longtemps, le gouvernement du Nicaragua a pu, à partir de juin, résoudre le problème du pétrole, assurant ainsi le bon fonctionnement des activités économiques et des services jusqu'à la fin de l'année.

Ricardo Melendez, l'un des responsables de l'Institut nicaraguayen de l'énergie (INE), dans un entretien avec l'ANN, a informé que le volume des importations de pétrole brut et des produits dérivés, a atteint cette année 5,450 millions de barils, chiffre le plus haut depuis le début des années 80.

Parmi les pays fournisseurs, tous membres du Conseil d'aide mutuelle économique (CAME), R. Melendez a souligné en premier lieu l'apport de l'Union Soviétique qui a fait parvenir 400'000 tonnes (environ 2,9 millions de barils), soit 54 % du volume total du pétrole brut et des dérivés importé par le Nicaragua. Cuba et la RDA ont fourni 90'000 tonnes chacun, la Tchécoslovaquie 60'000 tonnes. La Pologne, la Bulgarie et la Hongrie ont apporté des quantités de moindre importance. En tout, c'est 740'000 tonnes qui ont été importées.

Par ailleurs, on a aussi acheté en Italie environ 100'000 barils d'essence destinée à l'aviation (2 % du total des importations de pétrole). Auparavant, le Nicaragua se fournissait au Panama et dans les pays des Caraïbes.

Quoique le volume de combustible importé par le Nicaragua en 1988 soit le plus important des années 80 et soit comparable à celui de 1976, R. Melendez a fait remarquer qu'il est inférieur de 4 % à ce qu'on avait prévu. Cette situation a obligé le gouvernement à imposer quelques

restrictions de la consommation qui n'affecteront cependant pas les particuliers.

Le responsable de ligne a précisé que la demande de pétrole a été plus forte cette année que l'an dernier dans le secteur de la pêche, compte tenu que la flotte nationale a augmenté sa capacité. De même la production d'énergie thermo-électrique a consommé davantage à cause de la sécheresse, des sabotages et des attaques de la contre-révolution, qui a détruit entre autres une centrale à Bonanza (région des mines). Par ailleurs, cette année on a pu ensemercer davantage de terres, or les activités agricoles (fumigation, arrosage, transport) sont consommatrices de combustible.

Bien que la consommation nationale ait tendance à s'accroître on ne pourra, à court terme, augmenter dans les mêmes proportions l'importation de pétrole brut et des dérivés à cause de la situation économique critique qui a provoqué une diminution importante du volume et de la valeur des exportations. R. Melendez a expliqué que, pour importer le pétrole, on a besoin de fortes sommes en devises liquides, mais celles-ci sont de moins en moins disponibles compte tenu de la chute des exportations et de l'insuffisance du financement extérieur.

Cependant il a annoncé que, en principe, il souhaite augmenter légèrement l'an prochain le volume des importations de pétrole brut, afin de répondre aux besoins de la production, des services et de la défense.

#### GERER LA CRISE, MAIS PARIER SUR L'AVENIR. UNE ENTREVUE AVEC LUIS CARRION

par Roberto García, Ricardo Pino Robles et Sergio Ferrari.

**Managua, (ANN).** Diriger l'économie d'un pays du Tiers-Monde est une des responsabilités les plus complexes et difficiles, à plus forte raison s'il s'agit d'une nation qui, tout en subissant les effets du déséquilibre économique mondial, connaît en plus une guerre sapant depuis plusieurs années ses bases matérielles. C'est au commandant de la révolution Luis Carrión, le plus jeune des membres de la Direction nationale du FSLN, qu'il revient d'assumer la conduite d'un super-ministère né, après la réforme économique de février et la réorganisation des institutions de l'Etat, de la fusion de trois ministères, (économie, industrie et commerce). Responsabilité importante pour Luis Carrión qui, après sa longue expérience de guerillero, avait assumé la charge de vice-ministre de l'intérieur.

Pour l'ANN, il a évoqué la récente réforme économique, la situation actuelle et les facteurs qui la conditionnent. Pour diriger un pays dont des plans entiers de l'économie ont été profondément affectés par la guerre. Il faut être

confiant dans le projet de départ et être persuadé que ce qui est difficile n'est pas forcément impossible. Il faut être également convaincu qu'au bout de cette course d'obstacles, le décollage économique qui suivra la fin du conflit n'est pas du tout une utopie.

*ANN: En février et en juin, le gouvernement a adopté une série de mesures économiques de choc destinées à freiner l'inflation et à gérer la crise. Les critiques n'ont pas manqué, celles du secteur privé qui les considère incomplètes et peu favorables à l'entreprise privée, mais également celles d'autres secteurs qui les trouvent trop apparentées aux recettes du FMI. A quoi correspond la politique économique mise en oeuvre?*

L.C.: Certains ajustements ressemblent aux recommandations ou aux conditions imposées par le FMI dans d'autres pays, surtout dans leurs aspects monétaires. Mais c'est quelque chose d'évident et de nécessaire: il faut provoquer une réduction de la masse monétaire en circulation pour contenir l'inflation. Nous ne nous proposons pas de l'éliminer, mais de la contenir à des niveaux tels qu'ils ne provoquent pas de distorsions profondes dans l'économie.

Mais il est probable que notre programme de réformes n'aurait jamais été accepté par le FMI. Par exemple, nous maintenons les dépenses de santé et d'éducation, qui sont importantes. Nous avons refusé de faire des coupes sombres dans ces budgets pour réduire le déficit fiscal. De plus, nous subventionnons certains produits ou services, par exemple le transport, le lait pour les bébés etc..., ce qui rompt avec la logique du FMI.

D'autre part, nous n'avons pas une foi aveugle dans la liberté du marché. En tant que répartisseur des moyens et en tant que gouvernement nous avons différentes façons d'intervenir dans la fixation de certains prix. Nous avons soumis à étude un groupe de produits qui présentent des caractéristiques particulières "des biens intermédiaires qui ont un marché contrôlé et dont les producteurs sont peu nombreux" sur lesquels nous voulons exercer un contrôle spécial.

*ANN: Tout indique que les nouvelles mesures correspondent à une étape de la guerre, à un moment où les forces contre-révolutionnaires subissent une défaite stratégique comme le dit le gouvernement. Cette appréciation vous paraît-elle juste ?*

L.C.: Si la guerre est relancée après le renouvellement du soutien des Etats-Unis à la Contra, nous devons réviser tout le schéma actuel. En effet, les mesures sont intervenues dans une situation politique donnée et nous appliquons une logique compatible avec cette situation. S'il y a un changement, nous devons évidemment réviser toutes les conditions à partir desquelles nous avons pris nos décisions.

*ANN: Pourquoi ces mesures n'ont pas été prises avant, puisqu'on assistait depuis un certain temps à une détérioration accélérée de l'économie dans laquelle l'inflation jouait un rôle important ?*

L.C.: On pourrait avoir à ce propos une discussion technique. Mais je crois qu'il faut voir que les conditions globales, politiques, nationales et internationales ont été réunies seulement au début de cette année. Pour appliquer ces mesures, qui laissent une grande marge de manœuvre aux forces du marché, nous n'avons pas eu la liberté de choisir, tranquillement assis à un bureau, le moment de faire ceci ou cela. Nous avons dû prendre des décisions dans un contexte militaire, politique et économique très difficile.

*ANN: Le gouvernement pense-t-il que cette réforme peut avoir un coût social, provoquer des rancœurs de la part de certains, entraîner des tensions ?*

L.C.: Indubitablement. Il est impossible d'atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé sans qu'il y ait un coût social. Il n'y a pas d'amélioration qui ne coûte ni de remède qui ne fasse mal.

Cependant, nous avons pris des décisions pour aider les secteurs les moins protégés de la société, dans le cadre des limitations que nous nous sommes imposées (depuis juillet, le gouvernement distribue mensuellement 5kg de riz, 5kg de haricots et 2,5kg de sucre aux travailleurs des services, des communications, de la défense ainsi qu'aux pensionnés et retraités, à des prix symboliques variant selon le salaire).

En d'autres termes, nous avons réduits les objectifs que nous nous étions fixés dans le cadre des dernières ajustements économiques, pour défendre les couches les plus défavorisées de la population. Cependant, le coût social n'est pas tant effet des nouvelles mesures prises que celui de l'agression militaire et économique, la crise du pétrole, la crise des devises etc... sur notre économie réelle. C'est-à-dire qu'il est provoqué par l'ensemble des facteurs qui ont détérioré l'économie.

*ANN: On parle beaucoup de la guerre. Pouvez-vous analyser ses effets et les conséquences historiques qu'entraîne le fait d'avoir toujours été un pays à la périphérie des centres développés ?*

L.C.: On peut prendre l'exemple de l'industrie sur laquelle pèsent des problèmes qui ont des causes historiques et d'autres qui trouvent leur origine dans l'étape que nous vivons. Tout d'abord, l'industrie a subi une perte de capital très importante dans les mois qui ont précédé et ceux qui ont suivi le triomphe de la révolution. Les réparations et la maintenance avaient été progressivement abandonnées et après la révolution, au fur et à mesure que la pénurie des devises est devenue plus aigüe, l'industrie a accusé le coup et les effets de la crise s'y sont

fait sentir de façon marquée, en premier lieu en ce qui concerne la rénovation des équipements. Actuellement, surtout dans les mois de janvier, février et mars de cette année, les tensions les plus fortes proviennent tout d'abord de l'instabilité dans la distribution de l'électricité. Ensuite, dans de nombreuses entreprises, des machines ont été paralysées par le manque de pièces de rechange.

En troisième lieu, et c'est l'un des facteurs qui a pesé le plus lourd cette année, la distribution des produits et matériels nécessaires à la production et de matières premières a été irrégulière. Ces trois éléments ont créé des tensions qui ont provoqué une baisse de la production industrielle, surtout dans la petite industrie. A cela s'ajoutent d'autres facteurs aux effets difficilement mesurables. Par exemple, l'impossibilité d'acheter le matériel nécessaire sur le marché le plus proche, les Etats-Unis, oblige à se le procurer sur des marchés plus lointains, ce qui augmente les prix, complique les transactions et le transport, allonge les délais de livraison et ajoute un nouveau facteur d'instabilité. Il faut préciser que notre industrie n'a pas un grand potentiel d'exportation. Elle a été développée dans une autre logique et devait être soutenue grâce aux dollars générées par l'agriculture. Mais cette dernière a vu se réduire sa capacité à faire rentrer les devises, ce qui a eu des répercussions négatives sur l'industrie.

*ANN: Il semble que le soutien de la communauté internationale pour résoudre la crise économique centraméricaine commence à prendre forme. Récemment, l'ONU a voté pour la région une aide qui s'élève à plusieurs milliers de dollars. Quelle conséquence cela va-t-il avoir pour l'économie nicaraguayenne ?*

L.C.: Il faut préciser que le plan de l'ONU a reçu l'approbation politique de l'Assemblée générale de cette institution, mais qu'il reste à déterminer maintenant qui va payer. Il n'y a pas de certitude de ce côté-là. Le fait que les pays aient voté en faveur du plan ne signifie pas du tout qu'il vont le financer. C'est une perspective, une intention positive, mais il n'y a jusqu'à présent aucune garantie quant à sa réalisation.

Par contre, ce qui est sûr, c'est que le gouvernement nicaraguayen, malgré des difficultés incommensurables tant sur le plan des finances que celui du marché ou dans d'autres domaines, ne renoncera pas à faire des investissements, y compris à long terme. Ce que nous voulons, c'est asseoir pour le futur les bases d'une nouvelle situation.

## CARAVANE DES VETERANS POUR LA PAIX: LES BIBERONS QUI MENACENT LA SECURITE DES ETATS-UNIS

par Michèle Faure.

**Managua, (ANN).** La Caravane pour la paix, organisée à l'initiative des vétérans étatsuniens, est arrivée à Managua, chargée de 300 tonnes de matériel, le jeudi 28 juillet. Le lendemain, au cours d'une cérémonie officielle, faisant allusion au prétexte utilisé par les autorités étatsuniennes pour empêcher la sortie des véhicules, le président Ortega s'est écrié en brandissant un biberon: "Voici les armes qui menacent la sécurité des Etats-Unis".

Le convoi est entré au Nicaragua par le poste frontière de Las Manos le mercredi 27 dans l'après-midi. Peu avant la nuit, il est arrivé à Somoto, où tous les habitants l'attendaient, massés le long de la route. Les 44 vétérans sont descendus de leurs véhicules, aussitôt happés par la foule. On a vu ces grands barbus, plus très jeunes, passer de bras en bras, embrassés avec beaucoup d'émotion. Des enfants leurs offraient de grosses mangues: eux, ils distribuaient des fleurs. "Vous êtes venus malgré toutes ces difficultés. "Ce n'est rien à côté de vos souffrances". C'était, sans rhétorique, l'expression la plus vraie de la tendresse et de la solidarité. Cette scène s'est reproduite dans chaque village traversé.

C'est le jeudi dans la soirée que la caravane est finalement entrée dans Managua, au milieu des applaudissements de la foule, avant de terminer son long périple Place de la Révolution où l'attendaient de nombreux nicaraguayens et internationalistes. Nouvelles embrassades, et toujours la joie.

La donation en nourriture, médicaments et matériel destiné aux enfants victimes de la guerre et aux jeunes infirmes de guerre a été remise officiellement le lendemain. Le président Ortega a salué le courage des vétérans pour la paix qui ont dû affronter la répression avant de pouvoir sortir des Etats-Unis. Le chef de l'Etat n'a pas manqué de rendre hommage à l'héroïsme de "ces militants pour la paix qui avaient décidé de courir tous les risques", Benjamin Linder assassiné par la Contra en 1987 et Brian Wilson, qui, lors d'une manifestation pacifique, a eu les jambes coupées par un train chargé d'armes pour l'Amérique centrale.

"Ils vous ont menacés, ils vous ont jetés en prison et la police vous à même frappés" a souligné D. Ortega, ajoutant que, tout en essayant d'empêcher les vétérans d'apporter une véritable aide humanitaire au peuple nicaraguayen, Reagan conspire avec la Contra pour continuer l'agression.

Le convoi, composé de 40 véhicules, a commencé son voyage le 19 mai dernier. Partant de plusieurs points des

Etats-Unis, les vétérans ont organisé des activités de solidarité sur leur passage et ont recueilli des donations. Arrivés au poste frontière de Laredo, ils se sont vu refuser le passage, sur ordre de la Maison Blanche comme l'ont précisé les organisateurs. La caravane est alors repartie pour aller manifester à Washington, bénéficiant d'un important mouvement de soutien. A leur retour à Laredo le 9 juillet les vétérans ont été agressés par la police qui a arrêté plusieurs d'entre eux. Finalement, quelques jours plus tard, 20 véhicules ont pu franchir la frontière. Mais les problèmes ne sont pas terminés, puisque l'un des arguments utilisés par l'Administration étatsunienne étant que les véhicules pourraient servir à l'armée nicaraguayenne, leurs chauffeurs doivent les ramener aux Etats-Unis sous peine de fortes amendes (50'000 dollars par personne) et d'emprisonnement (jusqu'à dix ans de prison) or les camions ont été offerts, comme prévu, à des organismes humanitaires. Le reste du convoi arrivera par bateau.

Comme ils l'ont raconté, les membres de la caravane ont rencontré des manifestations de solidarité dans chaque pays traversé. C'est ainsi que les mexicains ont bloqué trois fois le trafic entre Laredo (Etats-Unis) et Nuevo Laredo (Mexique).

"Une grande vérité a été démontrée aujourd'hui: que le peuple étatsunien aussi bien que le peuple nicaraguayen veulent la paix", a déclaré Sebastian Castro, secrétaire du comité nicaraguayen d'amitié, de solidarité et de paix, dans son discours de bienvenue, tandis qu'une ancienne infirmière du Vietnam a avoué: "J'ai profondément honte de ce que fait le gouvernement de mon pays".

Raul Valdés, vétéran d'origine mexicaine et coordinateur de la caravane, a répété l'engagement de son mouvement à lutter contre le blocus économique et contre toute aide aux mercenaires.

"Nous allons continuer à nous battre pour que les Etats-Unis partent d'ici avec leurs millions de la mort (...) C'est un combat conjoint que nous devons mener car l'argent que Reagan envoie à la Contra provient de nos impôts, et c'est autant de moins pour l'éducation de nos enfants" a-t-il souligné rappelant que, au Texas par exemple, 50 % des enfants sortent de l'école sans formation, sans emploi et sans avenir.

A propos de la solidarité rencontrée au passage de la caravane en Amérique centrale, il a affirmé: "Les enfants des Etats-Unis méritent de connaître un futur d'amitié avec ces peuples. Ce que nous faisons, nous ne le faisons pas parce que ça nous plaît, mais parce qu'il est de notre devoir de lutter pour un changement.

## LES CREATURES DU BON DIEU

par Raquel Fernandez.

**Managua, (ANN). Managua est une ville de coqs. Pas seulement de coqs dans le sens métaphorique du mâle décidé et arrogant, ni de coqs esthétiques faisant office de girouette dans les clochers des églises, mais de vrais coqs, tout en plumes et ergots, faisant, régner l'ordre dans leur harem de poules qui ne cessent de picoter.**

Ces coqs font les beaux souvenirs du touriste qui déambule dans cette ville unique et inimitable. Ce sont des coqs dont le cocorico égaye les nuits silencieuses de cette capitale privée de vie nocturne, pour la bonne raison que les coqs de Managua rompent avec les habitudes de leurs congénérés qui chantent à une heure précise, déterminée par la nature. Peut-être trompés par les insuffisantes et moribondes lumières de l'éclairage municipal, ou bien par la lueur des phares d'une auto solitaire, les coqs de Managua chantent toute la nuit. Mais il n'y a pas que des coqs criards parmi les habitants de la capitale. Il y a aussi des cochons rondouillards, des taureaux majestueux, des chèvres agiles, des canards qui zigzaguent, des oies réfléchies et des lapins timides.

## COMMENT S'EST REMPLIE CETTE ARCHE DE NOE

Managua n'a jamais eu la vocation d'être une grande ville. Quand, en 1852, les rivalités entre Granada et León (entre conservateurs et libéraux) pour le titre de capitale se sont apaisées parce qu'avait été choisi un hameau de pêcheurs au bord du lac Xolotlan, personne n'était content, et surtout pas les modestes habitants de la localité à qui personne n'avait demandé leur avis. Estimant que le statut de capitale qu'on donnait à leur village ne leur rapporterait que peu de bénéfices et beaucoup de désagréments, les habitants de Managua pauvres du siècle dernier ont décidé de ne rien changer du tout à leur mode de vie. Ils espéraient ainsi perpétuer une coutume qui revêtirait avec le temps le caractère d'une loi inamovible. Et c'est ce qui s'est passé. La coutume villageoise d'élever chez soi quelques animaux continue à triompher du temps et des transformations sociales et politiques. Les générations successives de colombes et de pigeons, de vaches et de veaux, de chevaux et de poulains ont contemplé, impassibles depuis leurs basses-cours, les progrès de la technique.

Certains heureux propriétaires de vastes terrains en pleine ville possèdent aussi de nombreuses têtes de bétail qui paissent tranquillement dans les terrains vagues. Ce faisant, ils enrichissent le paysage insolite de la capitale insolite d'un pays insolite. Et, soit dit en passant, ils le débarrassent de la mauvaise herbe qui dans un exhubérant embrasement végétal menace d'envahir les divers hameaux composant cette dispersion urbaine. De toute façon, la Mairie de Managua ne dispose pas d'un budget suffi-

sant pour affronter le débroussaillage de ces zones immenses.

Les choses étant ce quelles sont, l'automobiliste qui conduit sur les grandrues de la capitale, y compris l'avenue Bolivar, artère administrative et culturelle de la ville, se voit contraint de ralentir, voire de freiner d'un coup sec au passage d'un lent troupeau bovin qui, mené par un élégant cavalier, va d'une prairie improvisée à l'autre.

#### LA BATAILLE PERDUE

De nombreuses mesures ont été annoncées pour tenter de faire face à ce phénomène, allant d'amendes et d'expropriations pour les propriétaires jusqu'à la peine de mort pour les animaux, au dépeçage et au don des bêtes à des institutions philanthropiques. Mais toutes se sont heurtées à la force d'inertie de l'habitude et sont tombées en désuétude par excès d'offre.

Finalement, le ministère du développement agropastoral et de la réforme agraire (MIDINRA) a trouvé une solution que le proverbe connu "si tu ne peux les vaincre, joins-toi à eux" illustre tout-à-fait. Le remède consiste à encourager les citoyens à élever des animaux comestibles chez eux, dans le but d'équilibrer leur régime alimentaire.

Etant donné que, dans cette ville qui craint les tremblements de terre, toutes les maisons possèdent une arrière-cour plus ou moins grande qui faisait, déjà office de basse-cour avant qu'on ne les l'autorise officiellement, la mesure a été bien accueillie. Des annonces publicitaires paraissent fréquemment dans les journaux locaux, non seulement pour encourager les gens à élever diverses espèces animales, mais aussi pour apprendre à planter des légumes et des arbres fruitiers, au cas où quelqu'un ignorerait ces pratiques.

Deux objectifs sont ainsi atteints: l'amélioration de l'alimentation du secteur urbain dans un pays du Tiers-Monde secoué par des tremblements de terre, agressé et subissant le blocus et la sauvegarde d'une coutume héritée de nos très respectés ancêtres. Et Managua continue d'être ce quelle a toujours été: une ferme campagnarde qui, à rebrousse-poil de sa vocation, fait office de capitale de la République.

Peut-être que dans les siècles à venir, les habitants de Managua enverront paître leurs voisins non doués de raison hors des limites de la capitale, mais ce jour-là se perd dans les brumes lointaines de l'avenir. En attendant, la truie aux pis généreux, suivie de sa portée de petits cochons couineurs, continuera à folâtrer sur le bitume, malgré les malédictions des piétons et des automobilistes...qui eux aussi élèvent des bêtes dans la cour de leur

#### EN BREF :

#### LA CONTRA ATTAQUE UN BATEAU DE TRANSPORT CIVIL SUR LE RIO ESCONDIDO

Managua, (ANN). Le 2 août, la Contra a attaqué le bateau "Mission de Paix" qui assure le transport entre El Rama et Bluefields (Atlantique sud). Deux personnes sont mortes et 27 ont été blessées. Dans une note de protestation envoyée au secrétaire d'Etat George Shultz, le ministre des Relations extérieures Miguel d'Escoto affirme que cette attaque "est la conséquence de la politique de terreur que depuis huit ans votre gouvernement utilise contre la population nicaraguayenne".

A bord du bateau se trouvait un groupe de 10 religieux étatsuniens appartenant à la fondation interreligieuse pour l'organisation des communautés et le développement des coopératives, en visite au Nicaragua. L'un d'entre eux, le pasteur Lucius Walker, qui a été blessé et a dû être opéré, a donné une conférence de presse à Managua au cours de laquelle il a annoncé que son groupe va porter plainte contre R. Reagan pour tentative d'homicide. "Nous sommes passés très près de la mort et maintenant je vois plus clairement que jamais que Reagan est un assassin" a-t-il déclaré.

Il a lu un communiqué signé des 10 religieux qui précisent que l'attaque a eu lieu sans provocation préalable et que des mortiers ont été tirés avec l'intention évidente de couler le "Mission de Paix". "Nous avons été confrontés avec le terrorisme de notre gouvernement, a souligné le pasteur, mais nous avons également pu être témoins de l'héroïsme du peuple nicaraguayen".

Le Révérend Walker a en effet raconté que durant l'attaque les passagers nicaraguayens se sont préoccupés de leur sort, rampant jusqu'à eux pour savoir s'ils étaient blessés. "Même des enfants sont venus sous les balles nous demander si nous allions bien (...) la solidarité que nous avons reçue de ce peuple dans ces moments difficiles a converti le bateau en terre sacrée". Le pasteur a annoncé que l'ambassade des Etats-Unis a invité les religieux pour leur offrir une assistance consulaire. "Nous allons nous rendre à cette invitation, mais pour leur demander de cesser toute aide aux contras".

Une juriste italienne de Milan, qui se trouvait à bord et a également été blessée, a expliqué qu'elle se trouvait au Nicaragua pour étudier l'exercice de la justice dans la révolution, mais qu'elle avait pu en réalité constater de près le terrorisme exercé par les Etats-Unis. "L'ONU et les autres organismes internationaux doivent intervenir pour arrêter les massacres (...) Quand je retournerai en Italie, je raconterai exactement ce que j'ai vécu. Les contras ne sont pas des guerrilleros, ce sont des terroristes



qui s'en prennent aux populations civiles sans défense (...) C'était horrible, les tirs ont duré environ quinze minutes mais ça m'a paru une éternité, les gens criaient et il y avait beaucoup de sang".

#### **LES CONTRADICTIONS S'AGGRAVENT AU SEIN DE LA CONTRA**

San José, (ANN). Six groupes contre-révolutionnaires ont annoncé le 21 août leur décision de restructurer la direction mercenaire si l'actuel directoire de la Résistance nicaraguayenne continue à tenir à l'écart les secteurs que représentent Alfonso Robelo, Pedro Joaquín Chamorro et Alfredo Cesar. Ces derniers ont signé un communiqué dans lequel ils affirment que si les divergences avec Enrique Bermudez se poursuivent, le bloc d'opposition du sud (BOS), le mouvement démocratique nicaraguayen, l'organisation miskita Yátama ainsi que les partis social-démocrate, social-chrétien et conservateur en exil formeront une nouvelle organisation antisandiniste.

Les trois dirigeants contras, qui définissent leurs forces comme démocratiques et modérées, accusent Bermudez de les exclure des décisions. Ils affirment qu'un changement radical est nécessaire dans la politique de la Contra, qui doit reprendre le chemin des négociations et du dialogue.

Les contradictions au sein des forces contre-révolutionnaires se sont aggravées ces derniers mois, après que les groupes considérés d'extrême-droite et opposés à toute discussion avec le gouvernement nicaraguayen ont pris le pouvoir au sein du directoire.

#### **BENDANA N'AVAIT PAS BESOIN DE DEMANDER L'ASILE POLITIQUE**

Managua et Bonn, (ANN). La demande d'asile politique faite par un fonctionnaire de l'ambassade du Nicaragua à Bonn cache en fait des projets personnels, affirme-t-on à Managua.

En effet, Carlos Bendaña a fait sa demande après qu'il a été rappelé au Nicaragua dans le cadre des mesures d'économie dont ont fait l'objet toutes les institutions de l'Etat après la réforme de février, qui a provoqué des restrictions de budget et de personnel.

Selon le ministère nicaraguayen des Relations extérieures, le diplomate a voulu faciliter son projet personnel qui est de faire des études en RFA. L'ambassadeur du Nicaragua en Allemagne, Hernan Estrada, de retour à Bonn après un séminaire des membres du corps diplomatique, a expliqué que le ton dramatique de la lettre envoyée par C. Bendaña aux autorités ouest-allemandes est fondé sur

des éléments inventés. Il a signalé que les fonctions du diplomate à Bonn avaient cessé le 1er août et que celui-ci avait son billet de retour pour Managua où il devait continuer à travailler au ministère des Relations extérieures. H. Estrada a nié que C. Bendaña ait été accusé d'avoir des liens avec la CIA, contrairement à ce qu'affirme le diplomate dans sa lettre aux autorités ouest-allemandes. L'ambassadeur a précisé également qu'il n'y a eu aucun différend, au plan personnel, qui justifie une telle décision.

A Bonn, les observateurs estiment que la demande d'asile politique du fonctionnaire nicaraguayen, qui avait obtenu une bourse d'étude de la fondation allemande Friedrich Ebert, est davantage destinée à résoudre des problèmes migratoires que liée à des questions politiques.

#### **JULIUS NYERERE EN VISITE OFFICIELLE AU NICARAGUA**

Managua, août (ANN) Le président de la Commission sud et du Parti révolutionnaire de la Tanzanie (Chama Cha Mapinduzi), Julius Nyerere, était en visite officielle au Nicaragua du 11 au 16 août. L'ex-président de la Tanzanie et membre du Groupe des six, farouche partisan du désarmement et de la détente mondiale, a reçu l'ordre Augusto C. Sandino, la plus haute distinction que décerne le gouvernement de Managua.

Dans son discours de remerciement, J. Nyerere a exposé les objectifs de sa visite: expliquer le travail de la Commission sud "Organisation indépendante qui se propose soutenir la lutte pour la justice économique et le progrès" et chercher un appui pour cette commission. (...) Et, au nom du parti et du peuple de la Tanzanie, rendre hommage au peuple du Nicaragua dans la lutte qu'il a livrée et livre pour la liberté et la justice économique dans le monde.

Il a également souligné que les Etats-Unis ne supportent pas qu'il existe dans ce pays un gouvernement qui veille aux intérêts de la nation nicaraguayenne et qui essaie de se servir des ressources naturelles pour satisfaire les besoins de son propre pays et de son propre peuple.

J. Nyerere a critiqué l'injustice de l'ordre économique international, remarquant que les pays développés contrôlent les forces du marché à l'aide de règles élaborées pour eux-mêmes, à leur convenance. Il a ajouté que les pays sous-développés du sud doivent s'unir pour que cesse, ou au moins diminue, cette exploitation extérieure, pour faire entendre notre voix collective, pour provoquer un dialogue nord-sud dans lequel ils se fassent entendre.

A propos de la possibilité que cesse l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud, l'ex-président tanzanien a

souligné, au cours d'un entretien avec l'ANN, qu'il n'a aucune confiance quant à la sincérité du régime raciste et qu'en tout cas il est probable qu'en Afrique du Sud la répression contre la population non-blanche s'intensifie (...) "Je pense que c'est une des raisons pour lesquelles ce pays participe aux négociations. Son armée ne peut plus être dispersée et veut, à présent, se concentrer pour intensifier l'agression contre la population non-blanche."

### 3ème RENCONTRE D'AMARC A MANAGUA

**Managua, août (ANN).** CORADEP, réseau national des radios participatives au Nicaragua, est coordinatrice de l'organisation de la 3ème rencontre d'AMARC (Association mondiale des travailleurs de radios communautaires) à Managua. La 1ère et la 2ème rencontres d'AMARC ont eu lieu à Montréal et à Vancouver en 1983 et en 1986. C'est la première fois que cette réunion se tiendra dans un pays du Tiers-Monde, depuis sa fondation il y a cinq ans. L'objectif d'Amarc est d'encourager le développement de la radio communautaire et participative dans le monde entier, en tant que contribution pour le développement, pour la paix et pour la justice sociale.

Le thème principal de la 3ème rencontre d'AMARC, sera celui de la radio communautaire: une pratique démocratique et une alternative de communication pour le changement social. Les délégués discuteront aussi s'il convient qu'AMARC se constitue en organisation non gouvernementale internationale dont l'objectif sera la radio communautaire comme une alternative démocratique aux médias sociaux.

Parmi les différentes activités de cette 3ème rencontre, six ateliers sont prévus: la radio participative, la radio indigène, la radio et les luttes de libération, la radio et les communautés marginales, la radio éducative et les femmes et la radio. L'atelier le plus important sera celui qui aura pour thème la radio et les luttes de libération, étant donné les expériences particulières de l'Algérie, de Cuba, de Vietnam, du Nicaragua, de l'Afrique du Sud, du Salvador, du Guatemala et d'autres pays d'Amérique latine.

Radio Universidad de l'Université centraméricaine (UCA) est chargée de retransmettre les débats d'AMARC III tant dans le pays qu'à l'étranger. Etant donné sa faible puissance cette station devra passer par le réseau de CORADEP qui a 18 radios établies dans toutes les régions du pays.

### DEUXIEME CONGRES DE DEPUTES INDIGENES A MANAGUA

**Managua, août (ANN).** Au moment où les communautés de l'Atlantique nord et sud du pays mettent au point les derniers détails de la célébration du premier anniversaire de l'autonomie de cette région, dont la date exacte est le 2 septembre, la ville de Managua se prépare à accueillir plusieurs dizaines de représentants provenant de 11 pays du continent qui participeront au 2ème Congrès de députés indigènes.

"Nous avons demandé que cette rencontre se fasse afin de célébrer les réussites du processus d'autonomie" affirme Hazel Law, députée miskito à l'Assemblée nationale du Nicaragua et secrétaire du parlement indigène latino-américain, constitué l'an dernier lors du premier congrès qui s'est tenu à Panama.

"La participation de deux pays de plus qu'au Panama" fait remarquer la dirigeante miskito, également membre du gouvernement régional de l'Atlantique nord, "montre un progrès qualitatif." Elle ajoute que l'organisation de la rencontre a été assumée comme une tâche importante par toute l'Assemblée nationale. "Le fait que le commandant de la révolution Carlos Nuñez, président de l'Assemblée nationale, soit aussi le plus haut responsable du comité organisateur en est la preuve" explique H. Law.

Une série d'organismes indigénistes et d'institutions ont demandé à participer en tant qu'observateurs. "Cet intérêt nous encourage" ajoute-t-elle.

Tous les participants, selon le mécanisme et les documents fondamentaux du parlement indigène doivent être des députés ou bien des sénateurs qui représentent les groupes indigènes. Les thèmes de discussion seront, entre autres, la participation indigène dans les instances politico-administratives, la situation des droits de l'homme dans les communautés ethniques et l'analyse des documents de base du parlement indigène. Certaines des résolutions pourront être présentées ultérieurement auprès du Parlement latino-américain ou au Parlement andin et même à l'Union interparlementaire mondiale (UIP) qui possède un secrétariat exclusivement chargé des affaires ethniques.

Outre les élus de la Commission nationale de l'autonomie, structure qui a mis sur pied le processus de pacification entre le gouvernement sandiniste et les minorités ethniques du pays, les participants qui ont confirmé leur présence à la rencontre sont des législateurs d'Argentine, Bolivie, Belize, Brésil, Equateur, Guatemala, Mexique, Panama et Pérou, des invités spéciaux et des représentants des régions autonomes de la Côte atlantique du Nicaragua ainsi que des organismes locaux des droits de l'homme.

**REOUVERTURE DE RADIO CATOLICA**

Managua, août (ANN). La direction de médias du ministère de l'intérieur (MINT) a autorisé à partir du 18 août la réouverture de Radio Católica. Lisette Torres, responsable de cette direction, a expliqué que cette station pourra à nouveau retransmettre sa programmation quotidienne.

C'est le 11 juillet dernier, après les incidents de Nandaimé, que cette radio, porte-parole officielle de la hiérarchie catholique nicaraguayenne, avait été sanctionnée pour avoir retransmis des fausses informations, attentatoires à la sûreté nationale.

---

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--  
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

---

